

Conférence-débat de l'association "Chercheurs Toujours" du 2 février 2010 :

## **QUEL AVENIR POUR NOS INSTITUTIONS DE RECHERCHE ?**

**Pierre Papon :**

La recherche scientifique a été à l'ordre du jour en 2009 : mise en œuvre du nouveau statut des universités, création de consortiums entre organismes de recherche, réforme interne au CNRS (qui supporte vaillamment ses 70 ans !), un plan de relance et un emprunt qui apportent des moyens financiers à l'effort national de recherche et d'innovation. Il est très probable que le contexte économique, la « crise », a contribué à susciter ce regain d'intérêt pour les investissements en faveur de la recherche avec l'espoir que celle-ci pourrait contribuer à poser les bases d'un nouveau développement économique. Même si l'Histoire montre que, depuis la fin du 19<sup>e</sup> siècle, des dirigeants politiques et quelques rares « capitaines d'industrie » ont eu la volonté de fonder des stratégies politiques et industrielles en s'appuyant sur la science, elle n'est jamais un perpétuel recommencement, notamment dans la recherche. En effet, les institutions de recherche (des organismes de recherche en France comme le CNRS, l'INSERM, le CEA ou l'IFREMER, etc., les universités et les écoles, voire les entreprises) doivent faire face au changement à différents niveaux. Les conditions de la recherche ont-elles mêmes changé : le rôle des grandes infrastructures, des équipements de taille moyenne au coût croissant, de l'informatique et des bases de données et celui des réseaux suscitent des nouveaux modes d'organisation. L'internationalisation de la recherche prend une dimension croissante avec une montée en puissance des programmes européens (et prévisible de l'ERC) ainsi que des grandes problématiques mondiales (climat, énergie, santé). Enfin, la relation à la société est repensée, d'abord en raison du poids croissant de la compétition économique qui tend à restreindre l'horizon de la recherche, ensuite parce que la société (en particulier la jeune génération) porte un regard différent sur la science. Ce sont ces facteurs de changement que nous tenterons de décrypter en nous efforçant aussi d'en tirer quelques conclusions pour l'avenir des institutions de recherche.

**Jean-Pierre Alix :**

Notre société vit des changements accélérés sous l'effet de la mondialisation : augmentation des échanges, effet des crises financières... Ancienne, structurée, elle peine à adopter ses nouveaux modes, voulant à la fois en bénéficier et garder son originalité. Cette situation nouvelle a conduit l'opinion à perdre confiance dans les processus et les institutions publiques.

Dans la sphère de la recherche, la perception des Français, et des Européens, est paradoxale : d'une part la figure du savant reste la plus appréciée, de l'autre la méfiance envers les changements issus de la science ne cesse de croître. L'effet de cette évolution s'est mesuré au cours des 20 dernières années par la stagnation du budget de la recherche publique (avec quelques soubresauts), tandis que l'industrie faisait décroître elle aussi sa participation.

Pour éviter cette tendance, la conférence européenne de Lisbonne s'est attachée à promouvoir une « économie de la connaissance » dès 2000, puis « une société de la connaissance ». Elle reconnaissait ainsi la part croissante des investissements immatériels dans les processus économiques et sociaux. Et donc l'attention qui leur est nécessaire.

De fait, le contexte dans lequel évoluent les institutions de recherche a ainsi profondément évolué : de simples productrices, elles deviennent aussi acteurs du dialogue social, ou du moins le devraient-elles, pendant que l'idée de risque fait son chemin dans des sociétés et érode le credo commun du Progrès.

Une communication à double sens fait désormais interagir recherche et société et interroge l'idée d'éducation et celle de la diffusion de la science.

On abordera cette nouvelle situation dans toutes ses dimensions, reposant ainsi la question de la vocation des institutions de recherche, de leurs stratégies et de leur mode de fonctionnement, entre liberté de chercher et nécessités émanant de la société.